Accès aux marchés internationaux

La Suisse a davantage besoin ***d'ouverture que d'une politique inspirée de celles des grandes puissances***

16.11.2026

D'un coup d'oeil

- La Suisse ne peut pas se permettre de mener une politique de superpuissance et doit miser sur l'ouverture plutôt que sur le repli sur soi et les subventions
- Se diversifier est le meilleur moyen de se prémunir contre les dépendances géopolitiques et l'incertitude économique
- Pour pouvoir s'adapter rapidement à une économie mondiale fragmentée, les entreprises ont besoin d'une marge de manœuvre accrue et non d'une politique industrielle

Les conflits géopolitiques, la montée du protectionnisme et le retour de la politique industrielle transforment l'économie mondiale en profondeur. Pour les entreprises, les marchés internationaux deviennent moins prévisibles: les sanctions, les contrôles à l'exportation, les subventions, les restrictions en matière d'investissement et les tensions politiques compliquent l'accès aux marchés, aux technologies et aux capitaux. La mondialisation marque le pas, tandis que les grands espaces économiques réagissent à l'intensification de la concurrence internationale avec de vastes programmes de politique industrielle.

Avec quelles conséquences pour la Suisse? Comment notre pays doit-il réagir face à cette nouvelle donne internationale et de quelles stratégies dispose-t-il pour y faire face?

Nous avons examiné ces questions de manière approfondie et rassemblé nos réflexions dans un document de travail (en anglais) destiné au Global Forum de Lugano.

Une politique de superpuissance ne convient pas aux petites économies

La Suisse ne peut pas copier la stratégie d'un grand État. Elle ne dispose ni d'un grand marché intérieur ni de ressources fiscales importantes ou encore du poids géopolitique des États-Unis ou de la Chine. Un grand pays peut utiliser les droits de douane, les subventions ou les prescriptions réglementaires comme instruments de politique économique et répercuter une partie des coûts sur des partenaires étrangers, mais une telle stratégie serait dommageable pour une petite économie comme celle de la Suisse. Les droits de douane renchérissent les produits semi-finis et les biens de consommation sur le marché intérieur, tandis que les programmes de subventions tous azimuts ont un coût par habitant très élevé. Ces instruments ne créent pas d'avantage concurrentiel à l'échelle internationale ni ne contribuent à créer un climat menaçant. Dans ces conditions, la Suisse aurait tort de reproduire à petite échelle la politique des superpuissances économiques.

L’ouverture est essentielle pour la Suisse

La force de la Suisse réside bien davantage dans son ouverture, son interconnexion internationale et sa capacité d’adaptation. Aussi notre pays devrait-il se concentrer sur quatre axes stratégiques:

Premièrement, la Suisse doit être ouverte et intégrée sur le plan économique. Cela suppose d’étendre son réseau d’accords de libre-échange, de développer les accords existants, de stabiliser les relations avec l’UE ainsi que de garantir l'accès aux réseaux de recherche internationaux, aux capitaux et à une main-d'œuvre qualifiée. Dans le cas d’une petite économie, l’ouverture n’est pas une fin en soi, mais un substitut à l’absence de grand marché intérieur.

Deuxièmement, la Suisse a besoin de résilience et non d’autarcie. En ce qui concerne les importations, toutes les dépendances ne représentent pas une menace stratégique. Une dépendance devient critique lorsque l’approvisionnement est fortement concentré, qu’il est difficile de trouver une alternative et qu’une interruption aurait de graves conséquences sur le plan économique ou en matière de sécurité. De tels risques devraient être réduits en priorité grâce à la diversification des fournisseurs, des marchés, des itinéraires de transport et des technologies. Des capacités de production propres ou des stocks obligatoires n’ont de sens que lorsqu’ils permettent de réduire de manière ciblée de vraies vulnérabilités.

Troisièmement, la Suisse doit accroître son influence internationale, contenue, par le biais de la coopération. En plus d’entretenir ses importantes relations avec l’UE et les partenaires de l’AELE et de renforcer l’OMC, elle serait bien inspirée de tendre vers des alliances avec des économies ouvertes partageant les mêmes valeurs. En se regroupant, de petits pays peuvent acquérir davantage de poids et mieux résister aux pressions économiques et à une fragmentation accrue de l’économie mondiale.

Quatrièmement, la Suisse devrait miser sur la mise en place de bonnes conditions-cadre plutôt que sur le soutien ciblé de certains secteurs ou entreprises. Une fiscalité compétitive, des finances publiques solides, une réglementation efficace, une formation et une recherche de haut niveau, des infrastructures performantes et la sécurité juridique aident les entreprises à s'adapter aux changements technologiques et géopolitiques.

Les entreprises ont besoin d'une marge de manœuvre accrue

La réponse de la Suisse à un monde fragmenté sur le plan géopolitique ne doit être ni le repli sur soi ni le mimétisme avec la politique des superpuissances économiques. Au contraire, en tant que petit État, la Suisse doit laisser aux entreprises la marge de manœuvre nécessaire pour qu'elles puissent relever ces défis par leurs propres moyens: un accès optimal au plus grand nombre possible de marchés élargit la zone de distribution et réduit les dépendances via la diversification. De bonnes conditions-cadre garantissent la capacité d'adaptation. Des réglementations sveltes permettent de réduire les coûts et d'accroître la flexibilité. Des coopérations internationales plus étroites avec des pays ouverts partageant les mêmes valeurs donnent un poids supplémentaire aux pays concernés.

Document de travail (en anglais)

Rudolf Minsch
Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, Vice-président du comité de direction

Guido Saurer
Responsable suppléant du département Politique économique et formation

Corine Fiechter
Responsable de projets Politique économique et formation

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch